

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

25 mai 2023

Moyen-Orient

- Le 24 mai, l'[ACRI](#) a indiqué que la « le projet de loi sur la taxation des ONG » sera bientôt soumis au Comité ministériel israélien pour la législation. La version actuelle du projet de loi imposera des taxes sur les dons provenant d'entités étrangères (y compris des gouvernements étrangers, l'Union européenne, les organes des Nations Unies) versés à des Organisations non gouvernementales (ONG) à un taux de 65 %. L'ACRI a déclaré que si elle était adoptée cette loi entraînerait l'effondrement de dizaines, voire de centaines, d'ONG et porterait gravement atteinte aux droits humains des Israéliens et des Palestiniens, en particulier les minorités.
- Le 24 mai, [Al-Shabaka](#) a mis à jour et élargi sa matrice de scénarios pour y intégrer la situation du secteur de la santé en Cisjordanie et à Gaza. Selon Al-Shabaka, le secteur de la santé en Palestine est voué à un avenir sombre en raison de l'irrégularité des financements, des problèmes de direction et de la poursuite de l'occupation militaire d'Israël. La matrice de scénarios d'Al-Shabaka est une analyse de scénarios dirigés par les Palestiniens qui décrit les conséquences de futurs scénarios politiques pour les Palestiniens dans les terres occupées de Cisjordanie et de Gaza d'un point de vue politique et sectoriel.
- Le 23 mai, [B'Tselem](#) a fait savoir que les derniers résidents de la communauté palestinienne de 'Ein Samia, une communauté proche de Ramallah qui comptait environ 200 habitants, ont été forcés de quitter leurs terres. B'Tselem a déclaré que depuis des années, les résidents de la communauté subissaient les violences des forces israéliennes, des colons bénéficiant pleinement du soutien de l'État, et souffraient des restrictions extrêmes en matière de construction de logements et d'infrastructures, ainsi que des démolitions. L'école de la communauté devrait être prochainement démolie suite à l'approbation récente de la procédure par le tribunal. L'[Association France Palestine Solidarité](#) a également rapporté ce problème.
- Le 23 mai, l'[Institut des études palestiniennes](#) a publié un entretien avec Amahl Bishara, autrice du livre intitulé « Crossing a Line: Laws, Violence, and Roadblocks to Palestinian Political Expression » (Franchir une ligne : lois, violence et barrages routiers pour l'expression politique palestinienne). Selon l'autrice, cet ouvrage présente les différents environnements qui façonnent l'expression politique et l'action des citoyens palestiniens d'Israël et des Palestiniens sous occupation militaire en Cisjordanie.

- Le 23 mai, [Hurriyat](#) a publié l'article intitulé « Isolation and Control - Israel's denial of foreign nationals to the OPT » (Isolement et contrôle - Le refus d'Israël d'accueillir des ressortissants étrangers dans les territoires occupés). Selon l'auteur, Israël a mis en œuvre une série de nouvelles directives pour les demandes de visa des étrangers pour entrer dans les territoires occupés palestiniens. Ces exigences restreignent fortement la possibilité pour les ressortissants étrangers de visiter ces territoires, d'y travailler ou d'y étudier. Au moyen de procédures longues et complexes de demande de visa, les autorités israéliennes ciblent des groupes particuliers, ce qui isole les territoires occupés en fragmentant les familles et empêchant les étrangers d'y pénétrer, tout en surveillant par la même occasion la société palestinienne et en renforçant le contrôle sur les terres palestiniennes.
- Le 18 mai, le [Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) a publié un communiqué saluant l'adoption à l'unanimité par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) d'une résolution lors de la 216^e session de son Conseil exécutif dans laquelle il est considéré que toute mesure prise par Israël ayant pour effet ou objet de modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem et de ses murs, est nulle et non avenue. La résolution et ses annexes demandent à Israël de mettre un terme à toutes les violations et actions illégales contre les lieux de culte de la vieille ville de Jérusalem.
- Le 15 mai, [Adalah](#) a publié un bulletin d'informations sur le 75^e anniversaire de la Nakba. Adalah a affirmé qu'Israël avait appliqué une politique de déplacement massif des Palestiniens (Nakba actuelle) en s'emparant de leurs terres et en les expulsant de force de leurs maisons et de leurs villages. Les autorités israéliennes imposent également depuis longtemps des restrictions sur la commémoration de la Nakba, en particulier avec la promulgation de la loi Nakba de 2011, qui restreint le droit des Palestiniens à raconter leur histoire et la Nakba actuelle ainsi qu'à les commémorer.

Asie et Europe

- L'[Australia Palestine Advocacy Network](#) (APAN) a indiqué que l'événement à venir dans l'État australien de la Nouvelle-Galles du Sud sur le lancement du livre intitulé « The Palestine Laboratory-How Israel Exports the Technology of Occupation around the World » (Le laboratoire palestinien - Comment Israël exporte la technologie de l'occupation dans le monde). Le livre est rédigé par Antony Loewenstein, un journaliste indépendant, auteur, réalisateur et co-fondateur de Declassified Australia. Selon l'APAN, ce livre expose en détail la façon dont Israël s'est imposé comme un acteur prépondérant du développement de technologies d'espionnage et de matériel de défense attisant ainsi certains des conflits les plus violents au monde.
- Le 20 mai, le [Palestinian Return Center](#) (PRC) a indiqué que, pour la première fois, un symposium marquant le 75^e anniversaire de la Nakba a été organisé au siège de Paris de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Le PRC a également fait savoir que l'événement avait été organisé par le Groupe arabe de l'UNESCO en coopération avec la délégation permanente de l'État de Palestine à l'UNESCO.

et en parallèle des réunions du Conseil exécutif de l'organisation, au cours desquelles deux résolutions en faveur de la Palestine ont été adoptées.

- Le 17 mai, l'[Association France Palestine Solidarité](#) (AFPS) a publié un article selon lequel 50 Palestiniens, dont 10 enfants, ont été mis à la rue après la démolition de leur immeuble résidentiel par les autorités israéliennes dans le quartier de Silwan dans le sud de Jérusalem-Est occupée. L'article indique que cet immeuble vivait sous la menace d'une démolition depuis 2018. L'AFPS a également affirmé qu'il faut s'attendre à d'autres démolitions au cours des prochains jours à Jérusalem-Est occupée.

Amérique du Nord

- Le 25 mai, l'[Institut des études palestiniennes](#), en coopération avec la Fondation Heinrich Boell, organisera un webinaire à l'occasion du lancement du numéro 92 du journal Jerusalem Quarterly, sur le thème « Les avenir interrompus de Jérusalem ». Il s'intéresse aux fils des futurs alternatifs non réalisés qu'il convient de découvrir pour comprendre la réalité actuelle de Jérusalem. Cette analyse proposée dans ce numéro spécial suppose de saisir des éléments historiques (plans, projets, programmes) et de les sauver de l'oubli de sorte que les générations futures fondent la compréhension de leur histoire sur un panorama plus complet du passé que celui créé par les vainqueurs.
- Le 18 mai, [Friends of Sabeel North America](#) (FOSNA) a publié un article intitulé « Gaza: Normalized Cruelty » (Gaza : une cruauté normalisée). Dans cet article, Jonathan Kuttub, Directeur exécutif de FOSNA, a déclaré que les dernières flambées de violence à Gaza étaient stratégiquement sans conséquence pour Israël, ajoutant que l'opinion publique ne s'inquiétait pour Gaza qu'en cas de combats réels et de morts, mais que dès qu'un cycle particulier de combats s'apaise, il tombe dans l'oubli. Il a ajouté que les habitants de Gaza vivent dans un état permanent de traumatisme aux effets perturbateurs, et selon un cycle sans fin.

Nations Unies

- Le 24 mai, le [Coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient](#), Tor Wennesland, s'est exprimé devant le Conseil de sécurité depuis Jérusalem sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Tor Wennesland a affirmé qu'une nouvelle escalade meurtrière entre Israël et les factions armées palestiniennes à Gaza nous avait rappelé la précarité des conditions de sécurité dans le Territoire palestinien occupé. Trente-trois Palestiniens, dont au moins 12 civils, par lesquels quatre femmes et six enfants, ont été tués durant les hostilités. Le cessez-le-feu tient, mais il faut aussi que les deux camps, appuyés par la communauté internationale, participent aux efforts d'atténuation du conflit en prenant des mesures afin de remettre le cap sur une sortie du cycle de la violence. Il a appelé toutes les parties à renoncer aux actions unilatérales et incendiaires qui sapent les perspectives de paix et à remédier aux graves difficultés financières et institutionnelles de l'Autorité palestinienne. Le Coordonnateur spécial a également insisté sur le fait que dix-sept Palestiniens, dont deux enfants, ont été tués pendant la période considérée

en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et 138 Palestiniens, dont deux femmes et 23 enfants, ont été blessés par les forces de sécurité israéliennes dans le contexte de manifestations, d'affrontements, d'opérations de perquisition et d'arrestation, d'attaques et d'attaques présumées contre les Israéliens et d'autres incidents. Vingt-quatre Palestiniens, dont deux enfants, ont été blessés par des colons israéliens ou d'autres civils dans des fusillades, des jets de pierres et d'autres attaques.

- Le 23 mai, l'[Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient](#) (UNRWA) a publié son Rapport annuel sur la santé pour 2022. Les principales conclusions du rapport font état de 7,86 millions de consultations médicales proposées à près de 2 millions de réfugiés palestiniens dans les cinq sites d'opération de l'Office, à savoir en Jordanie, au Liban, en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, à Gaza et en Syrie, ainsi que d'une hausse de l'incidence des maladies non transmissibles en 2022. La santé mentale et psychologique constitue également un domaine prioritaire de l'Office. En 2022, les dépistages ont révélé qu'un patient sur cinq examinés dans les centres de santé de l'UNRWA avait besoin d'un suivi de santé mentale et psychologique. Les patients de Gaza présentent le taux le plus élevé de détection s'élevant à 26,4 %.
- Le 20 mai, l'[OCHA](#) a publié le Rapport annuel du Fonds humanitaire pour le Territoire palestinien occupé. Le rapport présente une synthèse des opérations du Fonds et montre la façon dont le Fonds a servi de manière stratégique à répondre aux besoins humanitaires des Palestiniens les plus vulnérables en 2022. Le rapport fait également le pont sur la gestion et la responsabilité du Fonds par rapport aux principes clés de performances, ainsi qu'une brève présentation des résultats obtenus dans l'ensemble des projets financés.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>